

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 20 octobre 2020, 17 h 23
À : Roy, Cecely (SPAC/PSPC); fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
C. c. : Elizabeth Lindsay; James Stott; Jean-François Létourneau; Media; Me'Shel Gulliver Bélanger; Rachel Lagacé; Renee Harden; Sara Lacasse; Vivianne Soubhie
Objet : RÉVISÉ – Pour l'approbation du CM / Réponse aux médias – Niveau 1 – Fournisseurs et contrats d'EPI / The Globe and Mail

Bonjour Cecely,

Vos modifications ont été examinées. Voici ce que nous proposons.

Étant donné l'urgence des achats liés à la COVID-19, SPAC, à la demande de l'ASPC, a invoqué l'exception au titre de la sécurité nationale, qui a permis au gouvernement fédéral de passer le plus rapidement possible à l'acquisition d'EPI et de fournitures essentielles nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens. ~~aussi rapidement que possible par le biais de marchés publics non concurrentiels.~~

Peut-on considérer que cela est approuvé et l'envoyer au journaliste?

Merci.

Marc
873-354-7219

De : Roy, Cecely (SPAC/PSPC) [<mailto:cecely.roy@canada.ca>]
Envoyé : 20 octobre 2020, 16 h 30
À : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
C. c. : James Fitzmorris <james.fitz-morris@canada.ca>; Jean-François Létourneau <Jean-Francoisletourneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Me'Shel Gulliver Bélanger <MeShel.GulliverBelanger@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Elizabeth Lindsay <Elizabeth.Lindsay@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Bryan Blom <Bryan.Blom@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Objet : Rép. : Pour l'approbation du CM / Réponse aux médias – Niveau 1 – Fournisseurs et contrats d'EPI / The Globe and Mail

Veuillez consulter la réponse révisée ci-dessous.

Cecely Roy
Press Secretary I Attachée de presse
Office of Minister Anita Anand I Bureau de la ministre Anita Anand
C : 343-549-7293

//

Réponse aux médias

The Globe and Mail

49

QUESTIONS ET RÉPONSES (pour approbation) :

Q1. Dans le sommaire des achats dans leur ensemble, il est indiqué que les informations sont à jour en date du 16 juillet 2020. Cela signifie-t-il que tous les tableaux ci-dessous sont également à jour à cette date? Je ne vois pas de date avec chacun des tableaux suivants.

R1. Oui, les données figurant dans tous les tableaux sont à jour en date du 16 juillet 2020. Conformément à notre engagement de transparence et de divulgation des contrats sur une base trimestrielle, une mise à jour du tableau Web est prévue cet automne.

Q2. Les montants affichés correspondent-ils aux dépenses effectuées jusqu'à présent ou à la valeur totale des contrats signés?

R2. Oui, les montants affichés reflètent la valeur des contrats signés.

La valeur totale des contrats n'est pas incluse dans les cas où le gouvernement a déjà divulgué les quantités d'unités commandées dans le cadre d'un contrat donné. Par exemple, si le gouvernement a déjà annoncé l'achat de 10 000 blouses à une entreprise, la valeur totale de ce contrat ne sera pas divulguée car cela pourrait permettre de déterminer le prix unitaire. Ces valeurs sont désignées par le mot « protégé ». Dans certains cas, les valeurs contractuelles sont fusionnées pour protéger la confidentialité commerciale.

Nous avons obtenu plus de 2 milliards d'articles de divers équipements de protection individuelle, et nous continuerons à recevoir des livraisons régulières et continues dans les mois à venir. Nous continuons également à tirer parti des chaînes d'approvisionnement nationales chaque fois que cela est possible, plus de 40 % de la valeur totale des contrats d'EPI étant attribués à des entreprises nationales.

Q3. Pouvez-vous néanmoins préciser lesquels de ces contrats ont été attribués à un fournisseur unique? Ou, si vous ne pouvez pas fournir cette information pour chaque marché, pouvez-vous me dire la valeur totale en dollars des marchés à fournisseur unique ainsi que le nombre total de marchés à fournisseur unique?

Q4. En outre, pouvez-vous me dire si tous les nouveaux contrats sont attribués dans le cadre d'un appel d'offres ouvert?

R3 et R4. Au début de la pandémie, le gouvernement du Canada a adopté une approche agressive en matière d'approvisionnement pour répondre aux besoins d'approvisionnement en matériel médical émergent et immédiat ainsi qu'à long terme. Il s'agissait notamment d'acheter en gros auprès de distributeurs au Canada et à l'étranger pour se doter d'articles clés comme les EPI et le matériel de dépistage, pour lesquels il y a une forte demande mondiale. Dans le cadre de cette approche agressive en matière d'achats, un appel d'offres proactif a été lancé sur Achatsetventes afin de mobiliser de nouveaux fournisseurs et de diversifier les fournisseurs dans le cadre d'achats liés à la pandémie.

Étant donné l'urgence des achats liés à la COVID-19, SPAC, à la demande de l'ASPC, a invoqué l'exception au titre de la sécurité nationale, qui a permis au gouvernement fédéral d'obtenir l'EPI et les fournitures essentielles nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens le plus rapidement possible par des processus d'approvisionnement non concurrentiels.

D'après les renseignements sur les marchés liés à la COVID-19 publiés sur le site Web de SPAC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/aic-scr/contrats-contracts-fra.html>) en date du 16 juillet 2020, 299 marchés au total ont été conclus sans processus concurrentiel, représentant une valeur totale d'environ 5,93 milliards de dollars.

Le gouvernement fédéral a recommencé à appliquer les processus d'approvisionnement concurrentiels pour obtenir les biens et les services nécessaires afin de répondre aux besoins évolutifs du Canada **en réponse à la COVID-19**, lorsque les circonstances le permettent et que **les besoins ne sont pas émergents**, permettant ainsi un délai d'approvisionnement plus long.

Des concours ouverts pour l'acquisition de biens et de services requis en réponse à la COVID-19 ont été organisés au cours des derniers mois et continuent d'être lancés sur achatsetventes.gc.ca pour une gamme d'articles d'EPI, de matériel médical et de biens comme des masques en tissu **requis pour équiper les travailleurs essentiels**, et se doter d'une solution logistique canadienne à long terme pour répondre aux besoins accrus d'entreposage et de distribution de la Réserve nationale stratégique d'urgence.

